



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention des risques
environnementaux

IC n° 2004/1982
PM

ARRÊTÉ MODIFICATIF
portant autorisation environnementale
d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor

- VU le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2014 autorisant l'EARL de QUENEBLAYE à exploiter au lieu-dit Quéneblaye à Saint-Brandan, un élevage porcin ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 autorisant le GAEC de QUENEBLAYE à exploiter au lieu-dit Quéneblaye à Saint-Brandan, un élevage porcin ;
- VU la demande présentée le 23 janvier 2019, complétée le 13 mai 2019, par le GAEC de QUENEBLAYE en vue d'effectuer la restructuration de l'élevage porcin avec modification du nombre de places engraissement, 1650 places sur raclage en V, TRAC, au lieu de 1870 initialement prévues après enquête publique et arrêté du 7 octobre 2014, projet non encore réalisé, avec construction d'un bâtiment, la déconstruction du bâtiment n° 1 pour atteindre 900 places engraissement au lieu des 220 prévues initialement, la transformation d'une salle d'engraissement en quai d'embarquement, les places de gestante-verraterie seront conservées dans le bâtiment n° 2, le bâtiment n° 3 n'ayant pas été réalisé, la réalisation d'un Bilan Réel Simplifié et sa prise en compte dans la gestion des déjections, l'arrêt du traitement au GIE de la Plaine et la mise à jour du plan d'épandage avec ajout de nouveaux prêteurs ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 4 juin 2019 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 21 juin 2019 ;

CONSIDÉRANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT le complément reçu le 13 mai 2019 ;

CONSIDÉRANT que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 est abrogé.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2014 sont modifiées comme suit :

1.1. - Le GAEC de QUENEBLAYE, ci-après dénommé l'exploitant, domicilié au lieu-dit Quéneblaye sur la commune de Saint-Brandan, est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 3909 places pour animaux équivalents (P.A.E.) et 2550 emplacements.

1.2. - Nature des installations

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A, E, D, N C	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	b)	A	Elevage intensif	Elevage de porcs	Nombre total d'emplacements	> 2 000 emplacements	1 place = 1 emplacement	2550	Emplacements
2102	1	A	Elevage, vente, transit, etc. de porcs	Elevage	Classé au titre de la rubrique n° 3660		Reproducteur = 3AE Porcs à l'engraissement et jeunes femelles = 1 AE Porcelet sevré = 0.2 AE	3909	AE

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

1.3. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
SAINT BRANDAN	Porcs	ZS	N° 213-214-225

1.4. - Effectifs autorisés

Type de production	Place animaux équivalents	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers et cochettes non saillies)
Truies, verrats, cochettes saillies	AE maternité : 195 AE gestante-verraterie : 840	312	280
Porcs charcutiers (>30kg)	2550 AE	2550	7670
Porcelets	310 AE	1550	7830
Quarantaine	14		

1.5. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 2 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

2.1. - conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, l'élevage est comporte une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête du lisier par raclage en « V » (système TRAC) des 1650 places engraissement (produisant deux coproduits ci-après dénommé « résidus organiques » et lisier raclé) ;
- un hangar de stockage du résidu organique produit de 80 m² ;

2.2. - La production annuelle de porcs charcutiers ne doit pas dépasser 7670 animaux dont 4963 produits sur raclage en « V ».

2.3. - Alimentation biphase

2.3.1. - L'alimentation biphase est maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

2.3.2. - L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur de l'environnement les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

Article 3 : Prescriptions concernant la sécurité

L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

Article 4 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages existants

L'exploitant est autorisé à prélever par forage prévu sur la parcelle ZS n°212, un volume annuel brut de : 10812 m³ dont 6307 m³ en période d'étiage (1er avril au 31 octobre). L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux.

Ce forage doit par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé.

- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Les volumes prélevés y seront enregistrés à minima deux fois /an au 31 mars et au 1er novembre.
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe.

Un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures (en zone littorale uniquement), ammoniac, nitrates et bactériologie (E.Coli et Entérocoques). Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

Article 5 : Prescriptions particulières concernant le raclage en V

5.1. - Les inspecteurs de l'environnement ont constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

5.2. - Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, est placé un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits après raclage.

5.3. - Une alarme visuelle ou sonore doit être installée pour prévenir l'exploitant en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

5.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières doivent être effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole doit être communiquée au service des installations classées.

5.5. - Débits et flux de pollution entrant dans le raclage en « V » :

Lisier brut	Flux annuel maximal
Volume	3818 m3
N Global	12086 kg
P2O5	5684 kg

5.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux coproduits issus du raclage en « V » :

5.6.1. - coproduits à transférer

Résidus organiques	Flux annuel
Tonnage	569 t
N Global	6875 kg
P2O5	5015 kg

5.6.2. - coproduits TRAC liquide

Lisier raclé	Flux annuel
Volume	1213 m3
N Global	5211 kg
P2O5	669 kg

5.7. - lisier brut

Lisier brut	Flux annuel
Volume	3951 m3
N Global	12507 kg
P2O5	9383 kg

5.8. - Déjections liquides

Coproduits Trac liquide+ lisier brut	Flux annuel
Volume	5164 m3
N Global	17719 kg
P2O5	8120 kg

5.9. - Déjections à épandre sur TEP

Lisier brut + coproduits TRAC liquide	Flux annuel
Volume	2162 m3
N Global	6845 kg
P2O5	3137 kg

5.10. - Déjections à épandre sur terres des prêteurs

Déjections liquides + fumier	Flux annuel
Volume	1871 m3
N Global	5923 kg
P2O5	2714 kg

5.11.- Déjections transférées vers méthanisation (EARL Ker Noë)

Déjections liquides	Flux annuel
Volume	1564 m3
N Global	4950 kg
P2O5	2268 kg

7. - Autosurveillance : suivi

L'exploitant doit procéder quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement (raclage en « V ») ;

L'exploitant doit procéder hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;

Les vérifications et les mesures de volumes sont consignées par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement doit y être mentionnée. Ce cahier est tenu à disposition du service des installations classées.

8. - Autosurveillance : bilan matière

L'exploitant doit procéder ou faire procéder à ses frais à des bilans matières semestriels. Chaque bilan comprend au moins :

- un bilan des volumes de lisier raclé ;
- une analyse du lisier raclé (MS, NK, Pt, K2O). L'échantillon doit être représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation) ;
- un bilan des volumes du résidu organique ;
- une analyse des résidus organiques (MS, NK, Pt, K2O). L'échantillon est prélevé dans le tas de stockage des résidus ;

Les bilans sont adressés semestriellement par l'exploitant au service des installations classées. Ils sont annexés au cahier d'exploitation.

9. - Assistance technique

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant.

Article 6 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des coproduits et lisiers

6.1. - Le lisier brut et le lisier raclé doivent être stockés dans des fosses et pré-fosses d'un volume total de 4 479 m³.

6.2. - Les résidus organiques doivent être stockés dans un local couvert de 80 m².

6.3. - Tous les ouvrages de stockage doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

6.4. - Les épandages de coproduits et de lisier doivent être consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage est annexé au cahier d'exploitation.

6.5. - Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise n'est pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

Conformément aux plans et mémoires du dossier, les coproduits obtenus ne peuvent en aucun cas être épandus dans des communes antérieurement situées en zones d'excédent structurel ni dans des communes situées en bassins versant algues vertes excepté celles situées en baie de la Forêt dans le département du Finistère.

6.6. - Le transport des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts sont consignés sur le cahier d'épandage.

Article 7 : Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnement de l'unité de traitement

La mise en service du système de traitement par raclage en « V » doit être réalisée dès la mise en service des 1650 places engraissement à créer dans la porcherie n°3, conformément aux plans et mémoires annexés au dossier.

Article 8 : Prescriptions particulières relatives liées aux épandages

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en œuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

Article 9 : Obligation de transfert pour les co-produits solides issus du TRAC

Les quantités exportées doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en zones d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages définis par le SDAGE excepté celles situées en baie de la Forêt-Fouesnant.

Article 10 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Saint-Brandan pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Saint-Brandan pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant un mois ;

Article 11 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "télérékurs citoyens" accessible sur le site : www.telerecours.fr

Article 12 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Saint-Brandan et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le 19 Août 2019

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,



Béatrice Obara

